

LE RAMENSUEL



L'essentiel du RAME au cours du mois de Janvier



Signature de la charte DES-ICI du Burkina par le président du CNOSC

Dans ce Numéro

EDITORIAL : LE CONCEPT ONE HEALTH OU L'HARMONISATION DES INTERVENTIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

ALERTE OCASS DU MOIS DE FEVRIER

ÉMISSION « 100 MINUTES POUR COMPRENDRE LA CORRUPTION »

PLATEFORME DES-ICI NIGER : DÉJÀ DES RÉSULTATS OBTENUS GRÂCE AUX ACTIONS DES OSC MEMBRES

MISSIONS DE SUPERVISION BACKUP ET RAME AU NIGER, EN GUINÉE, ET AU BURKINA FASO

Le RAME

Le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) est une organisation de la société civile militant dans la veille citoyenne et le plaidoyer pour l'accès des populations aux services de santé. Le RAME fait : le recueil et la diffusion continue d'informations sur la situation sanitaire et l'état d'exécution des lois et règles en matière de santé, les campagnes continues d'information et de formation des populations, des propositions aux autorités et partenaires compétents d'initiatives les plus adaptées, des plaidoyers pour l'accès aux soins de santé pour tous, et la mise en œuvre des projets d'intervention en matière de santé. Aussi, le RAME crée des cadres d'expression des populations basées sur leurs aspirations et les réalités du pays d'intervention et des cadres de concertation entre le monde associatif et les autorités sanitaires. Le RAME a actuellement des projets en cours au Burkina Faso, au Niger, et en Guinée. Pour plus d'informations sur notre mission et nos activités.

Visitez : www.rame-int.org
email : secretariat@rame-int.org



PHOTO PRISE SUR LE NET POUR SYMBOLISER LE CONCEPT ONE HEALTH

Le concept One Health ou l'harmonisation des interventions dans le domaine de la santé

Par SOME K. Jean de Dieu

Selon les textes constitutionnels de l'OMS, la santé est « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité » et représente « l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soit sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. » Cette définition de l'OMS laisse entrevoir la nécessité d'entreprendre un ensemble d'actions complémentaires en vue de garantir sa propre santé ou celle d'autrui. Partant de cette définition comme base théorique de formulation d'une nouvelle approche de la santé, des chercheurs ont lancé l'initiative One Health (une seule santé) dans les années 2000 dans le but de promouvoir la collaboration et la communication interdisciplinaires sur tous les aspects des services de santé (Gibbs, 2014).

Selon cette approche collaborative, multisectorielle, et transdisciplinaire, les acteurs intervenant dans le domaine de la santé (santé humaine, animale, ou végétale) doivent communiquer, collaborer, et coordonner leurs actions pour maximiser l'impact des services offerts à leurs cibles (Center for Disease control and prevention). Cette communication interdisciplinaire permettrait de prévenir et traiter de façon efficace et complète les problèmes sanitaires vu que ces problèmes peuvent venir des interactions entre différentes cibles des formations et centres sanitaires.

En partant du fondement de l'approche ONE Health, on peut bien argumenter sur l'urgence d'harmoniser les actions et interventions sur la santé humaine au Burkina Faso. Le besoin d'harmonisation ici s'applique aux politiques et programmes de santé, aux directions, centres, et formations sanitaires, ainsi qu'

aux organisations de la société civile intervenant dans le domaine de la santé. Etant donné que tous les programmes et politiques et toutes les actions des directions, centres, formations sanitaires, organisations non gouvernementales, et organisations de la société civile ont pour cible commune la population du Burkina Faso, une communication et coordination des actions permettraient de produire des résultats plus complets que ceux présentés à la suite d'actions déconcertées.

Concevoir des programmes purement dédiés à la lutte contre le paludisme, le VIH, La tuberculose et bien d'autres pathologies ou combattre ces pathologies sur le terrain sans une collaboration avec d'autres acteurs spécialisés dans le combat contre d'autres pathologies c'est se concentrer sur le soin de la plaie d'un patient et le laisser mourir doucement d'infection d'une partie de son organe causées par la plaie.

La notion One Health voudrait que la santé soit vue comme un grand ensemble et que les actions pour la garantir soit aussi les plus inclusives possible. Dans cette logique, il est souhaité que les services se rapprochent davantage pour permettre aux différents acteurs d'avoir un regard ou du moins apporter leurs expertises aux besoins des patients. Malheureusement, dans nos pays, le patient est souvent obligé d'aller à l'Est pour un scanner, à l'Ouest pour une radio, au Sud pour une seringue, et au Nord pour l'injection. Les risques secondaires qu'un patient ou son accompagnant court dépassent souvent les problèmes qui les amènent dans les centres de santé. Au niveau des programmes, le même problème se pose. Pour avoir des informations générales sur un problème sanitaire, la probabilité de passer par deux ou trois programmes est très forte. Au niveau des acteurs communautaires le même problème de coordination se pose. Dix organisations de la société civile peuvent se retrouver sur le terrain en train de collecter des informations sur le même patient.

Il est grand temps que l'ensemble des acteurs du domaine de la santé commencent à penser patient dans la planification et la mise en œuvre de leurs programmes respectifs. Il est temps de serrer les rangs dans la lutte pour la santé, si l'objectif commun de tous les acteurs est de contribuer à la santé de la population. S'unir dans la planification et dans la mise en œuvre pour optimiser l'utilisation des ressources et réduire les risques de pertes en vies et en temps dans la recherche des soins est plus qu'une nécessité.



Alerte OCASS du mois de Février 2020

L'observatoire Citoyen sur l'Accès aux Services de Santé (OCASS), un dispositif de veille citoyenne mise en place par le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) au Burkina Faso, au Niger et en Guinée est un dispositif de veille qui se veut national dans chacun des trois pays. OCASS, s'appuie sur des points focaux au niveau district et des associations communautaires au niveau primaire pour assurer une couverture des différents niveaux d'offre de soin. A travers cette organisation, OCASS arrive à collecter des informations sur les dysfonctionnements à tous les niveaux et à décider des actions nécessaires pour les résoudre.

Les rapports de veille des Associations communautaires et des points focaux, ainsi que des données citoyennes collectées à travers une ligne verte permet à OCASS de faire un rapport trimestriel de collecte qui est partagé avec les décideurs et partenaires techniques et financiers et peuvent être utilisés pour des alertes, interpellations publiques, ou plaidoyer.

De décembre 2019 à janvier 2020, le dispositif OCASS a permis de collecter dans des centres sanitaires de près de 20 districts sanitaires du Burkina Faso des dysfonctionnements fréquents notamment des cas de:

- ruptures des médicaments pédiatriques (amoxicilline, paracétamol, ...)
- ruptures des seringues;
- ruptures des outils de gestion (ordonnanciers, registre de consultation, fiche récapitulative,...)
- ruptures de documents des patients (carnet bleu, fiche prénatale, ...),
- irrégularité dans le remboursement de la gratuité (retard de paiement et non couverture totale des dépenses),
- pannes des matériels de travail (tensiomètre, stéthoscope, balance pour adulte et enfant,...)
- pannes des sources de lumières pour plusieurs formations sanitaires en milieu rural.

Une liste détaillée des dysfonctionnements collectés a été partagée avec les décideurs et PTF le 26 février 2020 et a connue différentes réactions des acteurs concernés.

A la suite de cette alerte, nous avons reçu des promesses des directeurs et chefs des programmes concernés de couvrir les zones concernées par les différentes ruptures présentées

dans le mail contenant le fichier de l'alerte, certains ont posé des questions d'éclaircissement et d'autres des éléments de réponses aux questions ou des réactions sur les données. En entendant le rapport complet de collecte pour décider de la suite à donner aux données, nous sommes vraiment marqués par les cas de ruptures relevés. Nous avons donc interpellé les décideurs et PTF pour des vérifications et actions de corrections.

Emission « 100 minutes pour comprendre la corruption »

Le samedi 29 février 2020, le RAME a été invité en tant que structure ressource à l'émission directe télévisuelle intitulée « 100 minutes pour comprendre la corruption : Faso intégrité » organisée par le REN-LAC en collaboration avec Savane Médias. L'invitation du RAME aux cotés des structures telles que SYMEB, REN-LAC, IRSS, CSC/PS, et le SYNTSHA se justifie par son expérience dans la veille citoyenne et sa production d'évidences sur les dysfonctionnements dans le domaine de la santé dont les rackets, vols, et vente parallèle de produits. A travers les activités de l'Observatoire Citoyen sur l'Accès aux Services de Santé (OCASS), le RAME arrive à dévoiler des pratiques non professionnelles qui compliquent l'accès de la population à des services de qualité. Cette expérience du RAME était donc entendue pour cet exercice de compréhension de la corruption dans le domaine de la santé.

Après lecture du Serment d'Hippocrate qui conditionne le travail des médecins, une vidéo de quelques minutes a permis aux invités de constater l'écart entre l'esprit du texte de ce serment et la pratique des agents sur le terrain. Dans cette vidéo, les témoins ont directement apporté des éléments de dysfonctionnements relevés dans les rapports OCASS confirmant ainsi la fiabilité des données rapportées par les collecteurs OCASS. Il s'agit notamment des rackets ; des paiements à tort ; de ventes parallèles de médicaments et consommables ; des surfacturations ; l'absentéisme, les références personnelles de patients dans des formations sanitaires privés ; le favoritisme ; le népotisme etc.

Les échanges et témoignages directs par appel ou messages sur WhatsApp ont permis aux différents acteurs sur le plateau et aux téléspectateurs de cerner la dimension et l'impact de la corruption dans le domaine de la santé. Le RAME a profité du plateau présenter les résultats de son rapport de veille citoyenne édition 2019.



Missions de Supervision BACKUP et RAME au Niger, en Guinée, et au Burkina Faso

Du 02 au 22 février 2020, une équipe régionale du Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) et BACKUP Santé ont effectué une mission d'appui des équipes pays du Niger, de la Guinée, et du Niger chargées de la mise en œuvre du projet « Renforcement de l'implication de la société civile dans le suivi et la gouvernance des politiques de renforcement des systèmes de santé au Burkina Faso, en Guinée et au Niger », financé par BACKUP Santé/GIZ. L'objectif de cette mission est de soutenir le renforcement de capacité des équipes et les préparer à l'activité de capitalisation du projet qui prend fin le 31 mars 2020. Il a été aussi question de préparer les équipes techniques et les acteurs de la plateforme Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne (DES-ICI) de chaque pays aux rencontres de plaidoyer de haut niveau prévue à la fin du projet.

Les activités de ces mission ont essentiellement portées sur l'état d'avancement des équipes sur la mise en œuvre de l'ensemble des activités restantes du projet, un renforcement de capacité sur la capitalisation, la planification des activités restantes, et des plaidoyers auprès des partenaires techniques et financiers susceptible d'accompagner les plateformes DES-ICI dans leur mission de suivi de l'accès aux services de santé, le suivi des ressources allouées à la santé, et l'analyse de la gouvernance des systèmes et politiques de santé.

Un certain nombre d'organisations sélectionnées par l'équipe technique de chaque pays en collaboration avec les acteurs de la plateforme ont reçu la délégation composée de BACKUP santé, l'équipe régionale du RAME, l'équipe nationale de mise en œuvre du projet, et les acteurs de la plateforme pour une présentation de la plateforme et ses acteurs, et les opportunités qu'elle offre à chaque organisation.

Cette mission a permis de toucher du doigt le fonctionnement des plateformes et l'intérêt des PTF à ses activités. Dans les trois pays, la mobilisation des acteurs de la société civile au sein de la plateforme est remarquable. Les trois plateformes DES-ICI comptent au total plus de 70 Organisations de la Société Civile, 23 OSC en moyenne par plateforme.

Dans chaque pays, des organisations internationales comme Plan, USAID, CCM, OMS aussi bien que les ministères de santé ont exprimé leur disponibilité à travailler avec les plateformes sous les trois thématiques principales. Il est attendu que les plateformes entament des démarches de partenariat pour une collaboration formelle.

Plateforme DES-ICI Niger : Déjà des résultats obtenus grâce aux actions des OSC Membres

La plateforme Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne du Niger, qui assure par ailleurs la coordination du secteur de la société civile pour la lutte contre le VIH, la tuberculose, et le paludisme et le RSS, a entamé depuis sa mise en place des démarches pour la prise en compte de la société civile dans les cadres stratégiques et de prise de décisions. Les concertations et plaidoyers de la plateforme ont abouti à des résultats positifs dont des postes obtenus par des OSC membres de la plateforme dans le nouveau bureau du CCM.

Lors d'une rencontre organisée par la plateforme le 2 mars 2020, un bilan des activités de la plateforme a été dressé. Selon le bilan fait par la coordination, les acteurs de la société civile ont obtenu par vote les postes suivants : 1ère vice-présidence du CCM, présidence du Comité de Suivi Stratégique, présidence et vice-présidence du Comité de Rédaction des Propositions. Une restitution du rapport validé du dialogue pays a été faite à la plateforme par un membre du CCM, membre de la plate-forme.

A l'issue de la rencontre, des recommandations ont été formulées à l'endroit du CCM notamment la prise en compte du suivi stratégique dans les prochaines notes conceptuelles. A l'issue de cette rencontre, deux pools d'acteurs de la société civile nigérienne ayant des compétences avérées ont été mis en place. Un composé de 10 personnes pour contribuer à l'élaboration de la note conceptuelle Paludisme et l'autre composé de 15 personnes pour la note conceptuelle VIH.

Il faut aussi noter que la plateforme DES-ICI du Burkina Faso, dont la charte a été signée le 12 février 2020, a participé à la revue annuelle du Cadre Stratégique de Développement secteur Santé le lundi 2 mars 2020. Le rapport est en cours de rédaction. Les acteurs des trois plateformes sont sur plusieurs front pour les activités de suivi stratégique citoyen des politiques de santé leur concernant.